

Lettre d'Informations des actualités internationales en matière de lutte contre le Blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme

Drogues et terrorisme intimement liés

Les marchés des drogues représentent « une des principales menaces » pour la sécurité de l'Europe, selon le rapport 2016 de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies et d'Europol.

L'augmentation de la contrebande de cocaïne dans les conteneurs maritimes constitue une « menace majeure », selon les auteurs du rapport.

Les marchés des drogues demeurent l'un des domaines les plus rentables pour les groupes criminels organisés (GCO) et, selon nos estimations, les citoyens de l'UE dépensent chaque année plus de 24 milliards d'euros (entre 21 et 31 milliards) en drogues illicites », selon les auteurs du document.

Lors d'une conférence de presse, hier à Bruxelles, en Belgique, les directeurs de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) et d'Europol, Alexis Goosdeel et Rob Wainwright, ont insisté sur la « diversification » du crime organisé et mentionné les « recoupements » observés entre le commerce de la drogue, les activités terroristes et le trafic d'êtres humains. Leur rapport, exposé en présence du commissaire européen chargé des Affaires intérieures, Dimitris Avramopoulos, est une analyse stratégique destinée à faciliter l'élaboration des politiques des pays de l'UE.

Pour les auteurs, « l'impact négatif des marchés des drogues sur la société va bien au-delà des seuls dommages causés par la consommation de drogue. Ainsi, les marchés des drogues s'articulent à d'autres formes de criminalité et au terrorisme ».

Des interconnexions entre groupes criminels

Sur ce sujet, le rapport souligne que « bon nombre de personnes impliquées dans des activités terroristes, souvent des jeunes récemment radicalisés, ont un passé de petit délinquant, notamment via la consommation et la vente de drogues, et exploitent de diverses façons leurs connexions avec le milieu criminel pour les activités terroristes » et que le « cloisonnement des services chargés de la lutte contre le terrorisme et de la lutte antidrogue peut parfois amener à négliger certaines pistes ». L'influence des marchés de la drogue s'exerce en outre sur l'économie (blanchiment), l'environnement (déchets de produits chimiques utilisés pour produire les drogues) et « sur les institutions gouvernementales, dont ils grèvent les budgets et exposent les fonctionnaires au risque de la corruption ». Le rapport fait aussi état d'interconnexions croissantes entre groupes criminels : « Il est désormais courant que les groupes criminels organisés intervenant sur le marché des drogues trafiquent

plusieurs drogues, participent à d'autres formes de criminalité et forment des alliances sans tenir compte des barrières ethniques et géographiques ». 6 Avril 2016

Liens : <http://www.lunion.fr/698360/article/2016-04-06/infographie-drogues-et-terrorisme-intimement-lies>

**Ressources des groupes terroristes en Afrique :
Cigarettes : plus de 524 milliards de FCFA en 2015
Cocaïne : 590 milliards de FCFA en 2012-2013**

Comment sont financées les activités des groupes armés qui commettent des actions assimilables à de la criminalité transnationale ? Ces organisations criminelles qui ont sans doute des penseurs, se signalent surtout à travers des attentats et attaques terroristes perpétrés par les groupes armés qu'elles mettent en place. D'où proviennent ces centaines de millions de dollars, que nécessitent les activités de chacun des groupes armés que sont Boko Haram, Aqmi, Al Mourabitoune, ou Ansar Dine, qui bravent les armées nationales, les casques bleus et la Force antiterroriste française Barkhane?

Dans leur stratégie de guerre asymétrique, ils organisent des attaques contre les armées conventionnelles nationales (Mali, Niger, Nigéria...) des forces multinationales (Minusma au Mali) pour semer la terreur dans les rangs de ces forces, mais aussi au sein de la population et dans l'opinion publique. A titre illustratif, on peut citer les attentats commis à Bamako, au Restaurant-Bar La Terrasse, ayant fait 5 morts le 7 mars 2015, à l'hôtel Radisson Blu, ayant fait 22 morts le 20 novembre 2015 ; et également celui commis à Sévaré en août 2015 contre un hôtel. Et tout cela, malgré la coexistence de plusieurs dispositifs sur le terrain, comme les Forces armées maliennes (Fama), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), la force antiterroriste française Barkhane, le G5 regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

Les armes et engins de guerre, les matériels d'équipement, le ravitaillement en carburant et autres approvisionnements de ces groupes armés, bref leur capacité opérationnelle coûtent des centaines de millions de dollars, sur la provenance desquels, il y a lieu de s'interroger. Car si ces groupes armés ont choisi le vaste Sahara avec ses grottes comme sanctuaire, il n'en demeure pas moins que les centres d'intérêt névralgiques des Etats, les villes restent leur théâtre d'opération. Ils ont la capacité de représenter durablement un défi pour toutes ces forces, avec la Minusma qui représente quelque 12 000 casques bleus au Mali.

D'où proviennent les ressources de ces groupes terroristes comme Boko Haram, Aqmi, Al Mourabitoune, ou Ansar Dine, qui bravent les armées nationales, les casques bleus et la Force antiterroriste française Barkhane? Dans le vaste désert du nord malien, du temps des rébellions aussi bien que de l'occupation djihadiste et même aujourd'hui, certaines situations conflictuelles, des affrontements entre différentes communautés, voire entre des groupes armés de différentes obédiences, peuvent s'expliquer difficilement que par les positionnements pour contrôler des zones d'influence, des passages pour les commerces douteux comme celui des armes et de la drogue. La stratégie opérationnelle de ces groupes comporte le contrôle qu'ils exercent sur des axes économiques, et le trafic de drogue et des armes.

Blanchiment de capitaux

Des véhicules gros cylindrés, des grands immeubles à niveaux dont les financements ne sont pas clairs, des comptes bancaires renfloués, sont le prolongement dans les villes d'activités illicites et opaques. Les propriétaires apparents ne mènent aucune activité transparente qui expliquerait leurs avoirs. Le trafic de drogue et d'armes, le blanchiment de capitaux et parfois même le trafic humain, se mêlent et s'entremêlent alimentant des sources de financements d'activités criminelles et le terrorisme.

« Boko Haram a des ressources financières importantes qui proviennent principalement du contrôle que le groupe exerce sur un certain nombre d'axes et de circuits économiques, et puis du trafic de drogue et du trafic des armes », explique Soumeylou Boubèye Maïga, ancien ministre malien de la Défense, expert sur les questions de terrorisme et d'extrémisme violent, invité de Christophe Boisbouvier, le 14 juin 2016. Quand on prend la carte, quand on regarde dans le sens est-ouest, Boko Haram sert d'élément important dans le transfert des drogues, en particulier de l'héroïne, depuis un certain nombre de ports d'Afrique de l'Est, comme Mombassa, Dar es Salam, et même plus loin le port de Durban, le groupe parvient à faire passer l'héroïne, via plusieurs ports du Nigeria, comme Calabar, Lagos, Port Harcourt, puis via un certain nombre de ports ouest-africains, et parvient à faire transiter la drogue jusqu'en Europe, explique l'invité de RFI. C'est-à-dire que Boko Haram fait transiter l'héroïne depuis les ports de l'océan Indien jusqu'aux ports du golfe de Guinée, et du golfe de Guinée sur l'Europe, principalement sur l'Italie, la Grande-Bretagne et d'autres. Donc c'est un trafic qui rapporte au groupe beaucoup d'argent. Ça, c'est dans l'axe est-ouest.

Dans l'axe nord-sud, son allégeance à l'Etat islamique lui permet d'être dans le transfert des armes à partir de la Libye. « Au niveau régional, c'est au niveau du lac Tchad qu'un certain nombre d'activités économiques licites ont été totalement infiltrées par les gens de Boko Haram. Je pense notamment à la pêche, je pense un peu au pastoralisme. Ce qui fait que Boko Haram dispose aujourd'hui de ressources financières importantes qui lui permettent de monter des opérations, de les planifier, de les conduire et de les multiplier », selon Soumeylou Boubèye Maïga.

Zone Afrique de l'Ouest

Grâce à la corruption et au chantage, Boko Haram parvient à contrôler des administrateurs et des opérateurs qui travaillent sur les grands ports du golfe de Guinée, comme Lagos, Port Harcourt, Calabar. C'est-à-dire que, pour organiser sa mainmise sur ces ports ou, en tout cas, pour pouvoir y faire les trafics qu'il organise, il lui a fallu avoir les moyens d'exercer plus de chantage sur beaucoup de gens qui sont dans la chaîne de gestion et d'administration de ces ports, et qui font qu'ils peuvent faire transiter tous ces produits illicites. Il y a donc des liens entre Boko Haram et les mafias qui contrôlent ces ports. « *Et à titre de comparaison, je peux vous dire par exemple que le trafic des cigarettes, qu'il faut aussi ajouter aux différents trafics contrôlés par Boko Haram, a généré plus de 800 millions d'euros de profits en 2015, et que le trafic de cocaïne a généré plus de 900 millions d'euros de bénéfices en 2012-2013* ». Et cela sur la zone Afrique de l'Ouest. A titre comparatif, le budget de la Guinée-Bissau, pour la même période, c'est 117 millions d'euros.

21 juin 2016

Liens : <http://maliactu.net/ressources-des-groupes-terroristes-en-afrique-cigarettes-plus-de-524-milliards-de-fcfa-en-2015-cocaine-590-milliards-de-fcfa-en-2012-2013/>

Un baron de la drogue interpellé en Espagne et écroué en France

Le Britannique Robert Dawes, présenté comme un "boss" du narcotrafic en Europe, a été interpellé dans la petite ville balnéaire de Benalmádena.

Un Britannique de 43 ans, présenté comme le chef du cartel de la drogue le plus important d'Europe, a été interpellé en Espagne et écroué en France. La garde civile espagnole a annoncé vendredi l'interpellation de Robert Dawes le 12 novembre en Andalousie (Sud) lors d'une opération coordonnée par Europol. L'homme, originaire de la ville anglaise de Nottingham (est des Midlands), a été ensuite extradé vers la France en vertu d'un mandat d'arrêt délivré par la justice française. Il a été mis en examen le 25 novembre pour transport, importation, acquisition, détention de stupéfiants en bande organisée et association de malfaiteurs. Il a été placé en détention provisoire.

Robert Dawes est soupçonné d'avoir organisé l'expédition de plus de 1,3 tonne de cocaïne, saisie à Roissy en septembre 2013, l'une des plus importantes saisies jamais réalisées en France métropolitaine. La garde civile espagnole a dévoilé vendredi les conditions de son interpellation. Dans la petite ville balnéaire de Benalmadena (province de Malaga), une unité spéciale d'intervention de la garde civile a donné l'assaut au domicile où il vivait dans le luxe, entouré de sa famille, d'employés de maison et de gardes du corps.

Une organisation tentaculaire

Robert Dawes est par ailleurs visé par une enquête depuis 2007 en tant que « dirigeant de l'organisation criminelle la plus importante du Royaume-Uni et d'Europe, se livrant au trafic de drogue, au blanchiment de capitaux et aux homicides », a indiqué la police espagnole. Dans des hôtels de luxe de Madrid, Robert Dawes se réunissait régulièrement avec des représentants des cartels sud-américains. Depuis l'Andalousie, il introduisait en Europe de grosses quantités de cocaïne dissimulées dans des meubles de Chine et des conteneurs de fruits d'Amérique du Sud par le port d'Algésiras (sud de l'Espagne).

Robert Dawes fait aussi l'objet d'une enquête aux Pays-Bas, en lien avec une vague d'assassinats dans ce pays entre 2014 et 2015, visant à prendre le contrôle du trafic de cocaïne dans différents pays d'Europe, selon la même source. Un groupe de policiers de différents pays avait été spécialement formé pour enquêter sur son organisation tentaculaire. Elle avait des connexions au Portugal, en France, en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie, en Allemagne, en Turquie, au Royaume-Uni, aux Émirats arabes unis, au Pakistan, au Venezuela, en Équateur et au Mexique, ainsi qu'avec la mafia calabraise (sud de l'Italie), la N'drangheta.

L'opération qui a permis son arrestation a impliqué des membres de la Guardia civile espagnole, de l'Agence nationale contre le crime (NCA) britannique et de l'Office français pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (Octris). L'information sur son arrestation avait filtré le 13 novembre dans la presse britannique, mais la garde civile avait gardé le secret pour pouvoir « terminer toutes ses investigations », précise un porte-parole de la police espagnole interrogé par l'Agence France-Presse.

Source AFP

Liens : http://www.lepoint.fr/societe/un-baron-britannique-de-la-drogue-interpelle-en-espagne-11-12-2015-1989320_23.php

Une caution de 500.000 euros en cash pour libérer un trafiquant de drogue de Grenoble

Un trafiquant de drogue grenoblois a été remis en liberté après le paiement d'une caution de 500.000 euros réglée en liquide par 29 proches et amis. Une information révélée par RTL, ce mercredi 8 juin.

Ce trafiquant du quartier Mistral avait été interpellé il y a 2 ans, et mis en examen pour trafic de drogue. Son passage devant le tribunal correctionnel est prévu en septembre. En attendant, il a demandé une remise en liberté sous contrôle judiciaire. Le tribunal a accepté, moyennant le paiement d'une caution de 500.000 euros.

Selon RTL, lundi, 29 personnes, proches et amis du trafiquant, se sont présentées à la régie du tribunal de Lyon pour déposer la somme... en cash. Alerté, le parquet a alors demandé à la Police Judiciaire d'enquêter en urgence sur l'origine des fonds remis dans des enveloppes.

Mardi, le tribunal a malgré tout validé la remise en liberté du trafiquant, faute de pouvoir statuer sur l'origine de l'argent. Il a donc été libéré. Publié le 08 juin 2016

Liens : <http://france3-regions.francetvinfo.fr/alpes/isere/grenoble/une-caution-de-500000-euros-en-cash-pour-liberer-un-trafiquant-de-drogue-de-grenoble-1018141.html>

Blanchiment d'argent : démantèlement d'un réseau "hors norme" lié au trafic de cannabis

Un réseau "hors norme" de blanchisseurs d'argent du trafic de cannabis a été démantelé en France. Dix personnes ont été mises en examen.

C'est un démantèlement historique. L'un des plus importants réseaux de blanchisseurs d'argent lié au trafic de cannabis a été démantelé. Dix personnes ont été mises en examen. Les sommes collectées par ces réseaux atteignent, "sur un an, au moins 170 millions d'euros en espèces", a précisé le procureur de Paris François Molins. Collecté en France selon un système pyramidal, l'argent était transformé en or qui était transféré vers l'Inde, où il était revendu.

Les investigations ont montré que le réseau avait des ramifications au Maroc, en Belgique ou à Dubaï. A la tête du réseau, un ressortissant indien installé en Seine-Saint-Denis, où il vivait sans ostentation. Cet homme a reconnu en garde à vue "avoir blanchi au moins 36 millions d'euros en espèces depuis 2010, et avoir acquis et fait transiter 200 kg d'or entre la Belgique et l'Inde", a précisé François Molins.

Les enquêteurs de l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) de la police judiciaire et leurs collègues belges ont saisi 2,3 millions d'euros en espèces et bijoux, un appartement ainsi que 9 kilos d'or. D'après François Molins, des collecteurs, activés par un "banquier" installé au Maroc, regroupaient l'argent du trafic de cannabis, selon un système pyramidal. De "grands collecteurs" centralisaient les sommes récoltées. "Par exemple, le gérant d'une société d'ambulances utilisait son local professionnel pour compter, avec une machine fonctionnant jour et nuit, les billets de banque, et les conditionner", a expliqué le procureur.

L'argent changé en or en Belgique, transporté à Dubaï, envoyé en Inde et viré au Maroc

Les sommes sont alors remises à l'organisation dirigée par le ressortissant indien qui dirige une myriade de sociétés à Dubaï, Tanger, Madras, Bangkok ou encore Hong-Kong, émettrices de fausses factures. Son équipe l'achemine alors vers la Belgique où l'argent est pour partie changé en or avant d'être transporté vers Dubaï par des mules. De Dubaï, l'argent est viré au Maroc tandis que l'or, sous forme de poudre ou de lingots, est envoyé en Inde, premier importateur de ce métal.

Cette enquête a été baptisée "Retrovirus", en référence au dossier "Virus", une autre affaire de blanchiment du trafic de stupéfiants qui utilisait des fraudeurs fiscaux pour réinjecter l'argent du cannabis. Le démantèlement de ce réseau fin 2012 a conduit des trafiquants à se rabattre vers le réseau "Retrovirus", actif depuis 2010. Un homme écroué dans ce dossier apparaît d'ailleurs dans l'enquête "Retrovirus". Le trafic de drogue (cannabis, héroïne et cocaïne) représente un chiffre d'affaires annuel estimé à 3 milliards d'euros, selon l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

Liens : <http://www.rtl.fr/actu/societe-faits-divers/blanchiment-d-argent-demantelement-d-un-reseau-hors-norme-lie-au-traffic-de-cannabis-7770418136>

Les banques américaines pourront-elles accepter l'argent du cannabis?

Un groupe de parlementaires américains propose un projet de loi qui autoriserait les établissements financiers à offrir des transactions bancaires aux entreprises vendant du cannabis.

Le fossé politique entre républicains et démocrates est si profond à Washington qu'il semble parfois insurmontable. La semaine dernière, Cory Gardner, un Sénateur républicain du Colorado, et Michael Bennet, un Sénateur démocrate du même Etat, ont néanmoins décidé de s'allier pour tenter de briser un tabou aux Etats-Unis. Ils ont présenté un projet de loi qui autoriserait les entreprises commercialisant la marijuana, légalisée depuis l'année dernière dans le Colorado, à effectuer des transactions bancaires. Ce texte est notamment soutenu par les élus de l'Oregon, un Etat où le cannabis est légal depuis le 1er juillet.

“Nous avons énormément de cash, des voitures blindées, des gardes armés, mais ils ne peuvent pas mettre ce cash à la banque”, a martelé le Sénateur Gardner. “Nous savons que les banques sont frustrées de voir des gens venir vers elles pour déposer l'argent sans pouvoir le faire.”

A l'heure actuelle, même si le business de la marijuana est légal et en très forte croissance dans le Colorado, l'Etat du Washington, en Alaska et dans l'Oregon, les entreprises de ces Etats n'ont pas accès aux services bancaires, car la marijuana reste illégale au niveau fédéral aux Etats-Unis. Et les banques craignent de pouvoir être poursuivies pour blanchiment d'argent ou de perdre leur licence, si elles traitent avec des sociétés dont les activités sont autorisées dans leur Etat. Du coup, ces dernières sont forcées de pratiquer le 100% cash.

“Activités suspicieuses”

En début d'année dernière, les Départements américains du Trésor et de la Justice avaient adapté leurs règles à la légalisation de la commercialisation du cannabis dans certains Etats. Ils n'avaient pas spécifiquement “immunisé” les banques face aux risques de poursuites. Le Département du Trésor leur avait rappelé qu'elles devraient

soumettre un rapport sur des “activités suspectives” à chaque fois qu’elles traitaient avec des entreprises vendant de la marijuana. Sur ces rapports, les banques pourraient néanmoins préciser que les activités de leur clients ne paraissent pas être illégales.

Un rapport du Département du Trésor publié en avril montre que les banques restent divisées face au business de la marijuana. Certaines acceptent de faire des transactions alors que d’autres refusent de travailler avec des entreprises actives dans ce domaine. Selon ce rapport obtenu par la société Dynamic Securities Analytics, les banques ont soumis 3157 rapports sur des “activités suspectives” liées à la commercialisation de la marijuana dans 25 Etats. Sur plus de 1700 de ces rapports, les banques ont toutefois précisé qu’elles traitaient avec des entreprises ayant des activités légitimes dans des Etats où la marijuana est légale.

Le business du cannabis légalisé est en plein boom aux Etats-Unis. Selon une étude de marché réalisée en début d’année par le groupe ArcView en Californie, le chiffre d’affaires a augmenté de 74% en 2014 pour atteindre 2,7 milliards de dollars. Le groupe prévoit une croissance de 32% cette année. A l’heure actuelle, quatre Etats - le Colorado, l’Oregon, le Washington et l’Alaska - ont légalisé la commercialisation de la marijuana. Vingt-trois autres autorisent son utilisation à des fins médicales.

“Forcer des hommes et femmes d’affaires qui ont une activité légale dans l’Oregon à se déplacer avec des sacs de sport remplis de cash, est une invitation à la criminalité et au délit”, lance Jeff Merkley, le Sénateur démocrate de l’Oregon. “Il faut que ça s’arrête”. Le texte de loi n’a toutefois que peu de chances de passer à l’heure actuelle, car de nombreux élus républicains au Sénat et à la Chambre des Représentants restent opposés à la légalisation de la marijuana.

Liens : <http://www.bilan.ch/argent-finances-plus-de-redaction/banques-americaines-pourront-accepter-largent-cannabis>

Deux bureaux de change mêlés à un blanchiment d’argent de la drogue

Deux responsables de bureaux de change du quartier de la Bourse à Paris ont été présentés vendredi à un juge, soupçonnés d’être impliqués dans un circuit de blanchiment d’argent provenant d’un vaste trafic de cannabis.

Peu regardants sur l’origine des liquidités, ils sont suspectés d’avoir échangé des centaines de milliers d’euros contre des lingots d’or, d’une valeur nominale de 10.000 euros.

Ils omettaient également de reporter la totalité de ces transactions dans leur livre de police - document qui permet de détecter les flux suspects - afin de récupérer des commissions substantielles de l’ordre de 3 %.

La police judiciaire des Hauts-de-Seine, assistée du groupe d’intervention régionale (GIR) de Seine-Saint-Denis, estime qu’une tonne et demi d’or a transité depuis ces bureaux qui ont pignon sur rue dans le deuxième arrondissement de la capitale.

Seize personnes ont été arrêtées lundi en région parisienne et présentées vendredi à la juge d’instruction de Bobigny (Seine-Saint-Denis) Anne Verrières. Toutes sont soupçonnées d’être impliquées à des degrés divers dans ce trafic de stupéfiants particulièrement lucratif, estimé à un million d’euros par semaine et qui durait depuis au moins cinq ans.

Agées de 23 à 60 ans, elles devaient être mises en examen vendredi pour "blanchiment aggravé, blanchiment en bande organisée et association de malfaiteurs".

Le trafic reposait sur les membres d'une famille marocaine, la plupart domiciliés dans les Yvelines, dont un homme, prénommé Mohammed, 27 ans qui récupérait l'argent de la vente de cannabis dans la région parisienne, la région lyonnaise, l'est de la France et les pays limitrophes, dont la Belgique et l'Espagne.

Le trafiquant présumé ou ses complices se rendaient ensuite dans des bureaux de change parisiens pour convertir une partie de l'argent du cannabis en lingots.

Un ouvrier à la retraite, 60 ans, domicilié en Seine-Saint-Denis, était alors chargé de transporter les lingots d'or jusque vers la région du Rif au Maroc, bien connue pour sa production de cannabis. Le retraité y trouvait des acheteurs auprès des bijoutiers.

Quant à l'argent non transformé, il était réinvesti dans le trafic de drogue ou l'immobilier.

La série d'arrestations a commencé dans la nuit de dimanche à lundi par l'interpellation de cet ouvrier au volant d'un vieux fourgon Mercedes au péage de Saint-Arnoult (Yvelines). Les policiers ont découvert 400.000 euros dissimulés dans les dossiers des sièges.

Lors des perquisitions aux domiciles d'autres suspects, les enquêteurs ont retrouvé plus d'un million d'euros attendant le départ vers le Maroc.

Parallèlement, la famille marocaine utilisait le milieu de la confection comme couverture. Les enquêteurs, qui ont observé des virements d'un total de plus de 5 millions d'euros en direction de comptes suisses, poursuivent l'enquête sur ce volet.AFP

Liens : <http://www.bladi.net/paris-deux-bureaux-de-change-meles-a-un-blanchiment-d-argent.html>

**Drogues:
un marché annuel de 24 milliards d'euros dans l'UE,
lié au terrorisme**

Selon le rapport 2016 de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, le marché de la drogue en Europe représenterait 24 milliards d'euro par an. Il serait par ailleurs une source de financement importante des groupes terroristes.

Les marchés des drogues, pour lesquelles les citoyens de l'UE dépensent chaque année plus de 24 milliards d'euros, représentent "*une des principales menaces*" pour la sécurité de l'Europe, selon le rapport 2016 de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) et d'Europol, publié mardi.

"Les marchés des drogues demeurent l'un des domaines les plus rentables pour les groupes criminels organisés (GCO) et, selon nos estimations, les citoyens de l'UE dépensent chaque année plus de 24 milliards d'euros (entre 21 et 31 milliards) en drogues illicites", selon les auteurs du document.

Le rapport, une analyse stratégique destinée à faciliter l'élaboration des politiques des pays de l'UE, est présenté mardi après-midi lors d'une conférence de presse à Bruxelles par le commissaire européen chargé des Affaires intérieures, Dimitris Avramopoulos, le directeur de l'OEDT Alexis Goosdeel et le directeur d'Europol Rob Wainwright.

"Il ne fait aucun doute que les marchés des drogues illicites restent l'une des principales menaces pour la sécurité de l'Union européenne", estiment dans un avant-propos Alexis Goosdeel et Rob Wainwright.

Pour les auteurs, "l'impact négatif des marchés des drogues sur la société va bien au-delà des seuls dommages causés par la consommation de drogue. Ainsi, les marchés des drogues s'articulent à d'autres formes de criminalité et au terrorisme".

Sur ce sujet, le rapport souligne que "bon nombre de personnes impliquées dans des activités terroristes, souvent des jeunes récemment radicalisés, ont un passé de petit délinquant, notamment via la consommation et la vente de drogues, et exploitent de diverses façons leurs connexions avec le milieu criminel pour les activités terroristes" *et que le "cloisonnement des services chargés de la lutte contre le terrorisme et de la lutte antidrogue peut parfois amener à négliger certaines pistes"*.

L'influence des marchés de la drogue s'exerce en outre sur l'économie (blanchiment), l'environnement (déchets de produits chimiques utilisés pour produire les drogues) et "sur les institutions gouvernementales, dont ils grèvent les budgets et exposent les fonctionnaires au risque de la corruption".

Le rapport fait aussi état d'interconnexions croissantes entre groupes criminels: "il est désormais courant que les groupes criminels organisés (GCO) intervenant sur le marché des drogues trafiquent plusieurs drogues, participent à d'autres formes de criminalité et forment des alliances sans tenir compte des barrières ethniques et géographiques".

Les auteurs soulignent l'impact sur le trafic de drogue sur internet, qui a fourni "des points de vente ouverts et d'autres cachés, des possibilités de raccourcir les chaînes d'approvisionnement".

En 2013, le marché du cannabis représentait environ 38% du total des marchés des drogues, devant celui de l'héroïne (28%), de la cocaïne (24%), des amphétamines (8%) et de l'ecstasy (3%). Le cannabis est de loin la drogue la plus consommée dans l'UE: "il semble qu'environ 1% des adultes européens consomment du cannabis quotidiennement ou quasi-quotidiennement". Quelques 22 millions d'Européens en ont consommé au cours de l'année écoulée.

Si les prix ont peu évolué (de 7 à 12 euros par gramme, qu'il s'agisse d'herbe ou de résine), la teneur moyenne en tétrahydrocannabinol (THC) a presque doublé en dix ans - probablement en raison du développement de "techniques de production intensives et sophistiquées" en Europe même, imitée par les producteurs marocains.

Après plusieurs années de baisse des saisies du marché d'héroïne, dont les acteurs clés sont des groupes criminels turcs, albanophones et pakistanais, le rapport pointe depuis 2013 une "inquiétante poussée de l'offre", accompagnée d'une chute du prix au détail et d'une pureté accrue (1,3 million d'utilisateurs estimés).

L'importation en Europe de cocaïne (3,6 millions d'utilisateurs estimés) reste dominée par les groupes criminels colombiens et italiens, avec le développement des groupes nigériens et des Balkans. On assiste *au "recrutement systématique de travailleurs corrompus dans les principaux ports et aéroports de l'UE et des pays de départ"*, selon les auteurs, qui voient dans l'augmentation de la contrebande de cocaïne dans les conteneurs maritimes une "menace majeure». Publié le 05 Avril 2016

Liens : <http://www.francesoir.fr/societe-faits-divers/drogues-un-marche-annuel-de-24-milliards-deuros-dans-lue-lie-au-terrorisme>

Vente de drogue: Internet de plus en plus utilisé

Selon une étude menée en 2015 où 100.000 internautes dans le monde ont été interrogés, 10% d'entre eux ont reconnu avoir acheté de la drogue via le web.

L'internet joue un rôle croissant dans le commerce de la drogue en Europe, *"offrant des options plus variées"* aux acheteurs et préservant leur anonymat, s'inquiète l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) dans un rapport publié ce jeudi 11 février. "Presque tous les types de drogues illicites peuvent aujourd'hui être achetées en ligne et livrées par la poste, sans rencontre physique entre l'acheteur et revendeur", commente Dimitris Avramopoulos, commissaire européen chargé des Affaires intérieures.

Alors que plus de 80 millions de personnes, soit près d'un quart de la population adulte de l'Union européenne, ont déjà consommé des drogues illicites, le recours à l'internet reste encore limité, indique l'OEDT dont le siège est à Lisbonne. Selon une étude menée en 2015 parmi 100.000 internautes dans le monde, quelque 10% des sondés ont reconnu avoir acheté de la drogue sur le web.

"La vitesse à laquelle les marchés des drogues se transforment grâce à l'internet présente "des défis majeurs aux services répressifs" *qui tentent de traquer les abus, selon le rapport. Si le gros du trafic "reste fermement enraciné dans le monde physique, les marchés virtuels repoussent aujourd'hui les limites de l'approvisionnement en drogues, offrant des options plus variées aux acheteurs potentiels"*, relève Alexis Goosdeel, directeur de l'OEDT.

Selon le rapport, la distribution d'"*euphorisants légaux*" ou de substances concernées par un certain flou juridique se fait ouvertement sur le "*web visible*", accessible via les moteurs de recherche communs. En Europe, quelque 650 sites permettent ainsi d'acheter les nouvelles substances psychoactives (NSP), des euphorisants souvent présentés comme substituts aux drogues illicites existantes, mais parfois mortels, d'après le rapport annuel 2015 de l'OEDT.

La plupart des ventes en ligne de drogues illégales telles la cocaïne ou l'héroïne se déroulent cependant sur le "*web invisible*", dont l'accès est plus difficile, voire protégé par des logiciels de cryptage. En pleine croissance, "les marchés de la drogue en ligne risquent de perturber à terme le trafic de ces substances de la même manière que eBay, Amazon et PayPal ont bouleversé le commerce de détail", conclut Alexis Goosdeel. Publié le 11 Février 2016

Liens : <http://www.francesoir.fr/societe-faits-divers/vente-de-drogue-internet-de-plus-en-plus-utilise>

Londres centre mondial du blanchiment de l'argent de la drogue

Les banques britanniques ne veulent surtout pas savoir d'où viennent les centaines de millions que leur apportent les mafias et autres cartels de la drogue.

La City de Londres est devenue le centre mondial de blanchiment de l'argent de la drogue. C'est ce qu'affirme Roberto Saviano, expert en criminalité et auteur du bestseller *Gomorra* qui révélait les pratiques et le pouvoir de la Camorra napolitaine. Les banques et les services du Royaume-Uni ignorent totalement la règle de base «connaît ton client» qui permet de limiter la capacité des organisations criminelles à recycler l'argent de leurs activités. «Les britanniques considèrent que ce n'est pas leur problème parce qu'il n'y a pas de corps étendus dans les rues», explique Roberto Saviano.

Cette mise en garde intervient peu de temps après celle de la National Crime Agency (NCA) qui estime «que des centaines de milliards de dollars d'argent criminel sont très certainement blanchis chaque année par les banques britanniques y compris leurs

filiales». La NCA ajoute qu'en dépit du rôle du Royaume-Uni pour établir des règles internationales afin de lutter contre le blanchiment d'argent sale, l'augmentation continue de ces sommes «est une menace stratégique pour l'économie et la réputation du Royaume-Uni». D'autant plus que les mêmes réseaux sont utilisés par les mafias et les terroristes.

«Personne ne semble s'en soucier»

Interrogé par The Independent, Roberto Saviano affirme que dans le trafic international de drogue: «*Mexico est le cœur et Londres la tête*». Il explique que c'est la facilité avec laquelle on peut blanchir de l'argent via les banques anglaises et le faible coût des opérations qui a attiré tant de capitaux sales à Londres. Pour Antonio Maria Costa du bureau de l'ONU sur le crime et les drogues, «les organisations impliquées dans le trafic de drogue recyclent de façon flagrante de l'argent sale par le biais des banques européennes et américaines mais personne ne semble s'en soucier». Il ajoute que les banques ont été d'autant moins regardantes parce qu'elles ont depuis la crise financière de 2008 un grand besoin de liquidités et que les sommes en jeu sont trop importantes pour être rejetées.

Ainsi la HSBC, la première banque britannique, a dû payer une amende de 1,9 milliards de dollars en 2012 à la justice américaine pour avoir recyclé l'argent du cartel de la drogue mexicain Sinaloa. Roberto Saviano trouve incroyable que cela n'ait pas entraîné la moindre réaction: «*les intellectuels n'ont rien dit. David Cameron n'a rien dit...*»

Et pourtant la justice américaine avait conclu que HSBC était coupable «d'erreurs de contrôle stupéfiantes qui ont conduit la banque à permettre aux trafiquants de narcotiques de blanchir des centaines de millions de dollars via les filiales de HSBC et de faciliter des transactions de centaines de millions de dollars avec des pays qui font l'objet de sanctions internationales».

Roberto Saviano accuse directement le gouvernement anglais de bloquer en permanence les législations pour combattre le blanchiment que tente d'imposer l'Union Européenne. Et il craint que cela ne soit la conséquence du fait que les banques sont une source majeure de financement des partis politiques. «Ils vont continuer comme cela jusqu'à ce que quelqu'un soit tué ici à Londres par les Russes ou les Italiens».

Le député travailliste David Lammy, candidat possible à la mairie de Londres en 2016, se dit inquiet «que les prix gonflés de l'immobilier à Londres soient notamment liés à l'afflux d'argent sale...».

Liens : <http://www.slate.fr/story/104215/londres-centre-blanchiment-argent-drogue>

Vannes L'épicier suspecté de blanchir l'argent de la drogue

Le commerçant de Ménimur à Vannes a été mis en examen et placé en détention dans le cadre de la vaste opération judiciaire menée pour trafic de stupéfiants dans le quartier.

«**Fermé pour congés du 27 avril au 2 mai.**» Le panneau accroché sur la porte d'entrée de l'épicerie Mini Biz, située avenue du 4-août-1944, à la sortie du quartier de Ménimur, ne dit pas tout...

Car le petit commerce de quartier n'est pas près de rouvrir à la date indiquée. Le gérant vient d'être placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de Plœmeur, après le vaste coup de filet lancé par la police, mardi matin.

L'homme, âgé de 33 ans, est mis en examen, par un juge d'instruction vannetais, pour blanchiment d'argent.« Il est suspecté de blanchir la drogue des trafiquants de Ménimur. Il déclarerait un certain nombre de produits vendus dans son commerce, alors qu'en réalité, il ferait deux fois moins de vente. C'est comme cela qu'il légaliserait l'argent du trafic », explique une source proche du dossier.

Aujourd'hui, six personnes, interpellées mardi, ont été remises en liberté à l'issue de près de 60 heures de garde à vue. Même si elles ont joué un rôle mineur dans l'affaire, elles seront tout de même convoquées devant le juge prochainement.

Trois autres personnes, dont l'épicier, ont été mises en examen et incarcérées.

Au final, l'affaire porte sur deux ans de trafic à Ménimur et représente près de 1,4 t de résine de cannabis, à raison de 60 kg écoulés par mois. Publié le 30/04/2016.

Liens : <http://www.ouest-france.fr/bretagne/vannes-56000/vannes-lepicier-suspecte-de-blanchir-largent-de-la-drogue-4195595>

Uber sert-il à blanchir l'argent de la drogue des banlieues ?

Dans le monde entier, les voitures "Uber" sont des voitures banales. Sauf en France. En France et spécialement dans la région parisienne (*et autour des grandes villes*), les voitures Uber semblent sorties récemment d'un casting d'Hollywood ou d'une émission de TV réalité.

Donc la question est simple : comment ces jeunes font pour se payer de telles voitures ?

Avant Uber, quand on voyait des jeunes de banlieue rouler dans de grosses voitures, ce n'était pas pour transporter les autres mais pour faire les malins et profiter d'argent gagné de manière criminelle, notamment via le trafic de drogue.

Avant même les gonzesses, les vacances à Pattaya ou Ibiza, le champagne à gogo et les sorties en boîte, les bagouzes, le dealer de banlieue pense à la bagnole, la caisse, la voiture qui montre son statut.

Très souvent, ces grosses Mercedes ou BMW qui ont fait la richesse de l'Allemagne, y étaient d'ailleurs immatriculées, sans que l'état fasse la moindre chose pour contrôler tout ça.

Il est donc facile pour des criminels y ayant intérêt, de trouver dans les banlieues des jeunes prêts à conduire des voitures de luxe, et servant aussi de blanchisseur pour l'argent sale.

Quand on gagne beaucoup d'argent de manière criminelle, on doit le blanchir, c'est-à-dire le faire sortir dans l'économie réelle, même en en perdant. car que faire d'argent sans provenance à notre époque où les banques contrôlent tout (*sauf leur propre argent à Panama..*).

L'immobilier, la construction ou la rénovation d'immobilier ont souvent servi (*on invente des clients, on fait des fausses factures ou des surfactures, on dépense pour justifier du train de vie de l'entreprise et on sort du bénéfice ou on sert des prestataires qui appartiennent à ceux qui veulent blanchir*).

Quoi de mieux qu'Uber maintenant ?

On prend un jeune de banlieue et on lui prête de quoi amorcer un crédit permettant d'emprunter pour acheter une voiture de luxe.

Le jeune lance son activité Uber, gagne un peu de quoi vivre.

Il ne gagne pas de quoi payer son crédit mais ce n'est pas important puisque le criminel va financer lui l'achat de la voiture et que PERSONNE ne sait ce que le jeune gagne vraiment comme chauffeur Uber ...

Officiellement, le jeune VTCiste gagne un max car il travaille beaucoup, au contraire de ces feignasses de taxis.

En réalité, le gars fait quelques courses par jour car il n'y a pas un marché monstrueux pour Uber (*il suffit de regarder le chiffre d'affaires d'Uber en France et de le rapporter au financement nécessaire pour toutes ces Mercedes et autres ...*).

La différence entre le chiffre d'affaires réel et le chiffres d'affaires déclaré est l'argent sale mis par les voyous comme si il s'agissait d'argent gagné par l'activité Uber. criminelles Comme si cet argent venait de l'activité de VTC.

Comment le récupèrent-ils ? Par la voiture.

L'argent du faux chiffre d'affaire, sert à payer la voiture. Une fois payée, celle-ci est revendue et l'argent encaissé est alors.. Légal.

Comme pour tout le reste, Uber est parfaitement au courant (*ça se saurait si en faisant le taxi on pouvait s'acheter une Mercedes*) mais ne dit rien.. Et l'état patine ...

Liens : <http://www.newsnours.com/2016/04/uber-sert-il-%C3%A0-blanchir-largent-de-la-drogue-des-banlieues-.html>

La drogue aussi se mondialise

L'Europe encore le principal marché de la drogue... Mondialisation des trafics et interpénétration, par le biais du blanchiment, des activités criminelles et des économies « légales »... C'est ce qu'indique le dernier rapport de l'Observatoire géopolitique des drogues

«L'espace Schengen (l'Union européenne moins la Norvège, la Suède, le Danemark, l'Irlande, la Grande- Bretagne et la Grèce) est devenue au cours de ces dernières années le plus important marché des drogues de la planète ». C'est ce qu'assène le rapport de l'Observatoire géopolitique des drogues à propos du marché des stupéfiants pour les années 1998 et 1999. Pression « commerciale » de la Turquie via les Balkans, pénétration de la cocaïne colombienne par l'Espagne, nouveaux réseaux de trafiquants créés en Europe de l'Est... Voilà, les données de base.

A cela s'ajoute le fait que de nombreuses drogues de synthèse sont produites sur place, en particulier aux Pays- Bas, en Grande-Bretagne et en Espagne. Et encore, ce fait que d'anciens réseaux (contrebandiers galiciens et mafias italiennes) ont confirmé leur mutation dans le domaine de la drogue. Ainsi, les mafias italiennes ont investi le Nord industriel de la péninsule, abandonnant certaines de leurs activités traditionnelles à des organisations étrangères.

Deuxième élément d'importance que relève le rapport: la mondialisation de l'économie de la drogue. Elle s'est accélérée au cours des deux années précédentes.

Troc au Sud

Selon les analyses de l'OGD, la mondialisation des flux financiers et la privatisation des économies ont facilité les pratiques de blanchiment d'argent de la drogue, notamment dans les pays du Sud, coutumiers du troc et des transactions informelles.

Les banques offshore, « enclaves du Nord dans le Sud » selon l'OGD, sont également mises en cause.. Ainsi, « les derniers paradis du blanchiment utilisés par les organisations criminelles, en particulier les mafias russes, sont un certain nombre d'îles du Pacifique: Marshall, Niue, Samoa et, surtout, Vanuatu ».

Selon le rapport, l'économie de la drogue s'intègre de plus en plus aux économies « traditionnelles »: les réseaux de trafiquants ne sont plus cloisonnés à un territoire ou à un produit, et les « mafias » investissent dans divers secteurs florissants. On assiste donc également à un développement de la corruption liée à la drogue.

Cacao et drogue

Enfin, l'OGD note que le déséquilibre économique Nord-Sud n'est pas étranger au développement du « phénomène drogue » dans les pays du Sud, où il représente une « alternative économique », aussi bien pour les Etats eux-mêmes et leurs élites que pour une population laissée pour compte.

Par exemple, « la récente concession de l'Union européenne à l'industrie chocolatière permettant l'inclusion de 30 % de matières grasses végétales autres que le cacao dans le chocolat va probablement provoquer, en portant un coup sérieux aux pays producteurs, un développement des cultures de cannabis en Côte d'Ivoire, mais aussi au Ghana et au Nigeria voisins ».

En retour, les trafics de drogue accentuent les problèmes économiques et sociaux de ces pays (au Mexique, en Asie), ou même pire, y favorisent la criminalité (Russie, Brésil, Mexique ou Afrique du Sud).

Les grands pays producteurs restent l'Afghanistan (pavot), la Colombie (cocaïer), le Maroc (cannabis), les Pays-Bas et la Birmanie (drogues de synthèse). La superficie dévolue à la culture de drogues continue d'augmenter dans ces pays, ou de stagner dans le meilleur des cas. Mais le rapport note la multiplication de nouvelles régions de production, notamment sur le continent africain.

Liens : <http://www.ladepeche.fr/article/2000/04/21/80024-la-drogue-aussi-se-mondialise.html>

Drogue, mafia et blanchiment d'argent : le côté obscur de la pizza

Dans la vie, tout le monde a un côté obscur, même la pizza.

Il y a cinq ans, John Porcello, surnommé « Johnny Pizza », a été arrêté pour escroquerie dans le cadre de la plus grande affaire anti-mafia de l'histoire du FBI.

John Porcello, décrit un jour comme étant « *d'allure un peu rugueuse, mais avec un bon fond* » par un magazine de professionnels de la pizza, était le propriétaire de plusieurs pizzerias dans le Bronx, et le chef réputé d'une grande famille mafieuse.

Johnny Pizza a fini par plaider coupable de prêts usuraires (des prêts à taux d'intérêt frauduleux) et a dû payer une amende de 18 000 \$ (environ 16 000 €).

Malgré le fait que ses pizzerias n'aient jamais été directement impliquées dans une affaire de crime organisé, les délits dont il était accusé, tout comme son surnom, rappellent une époque où la pizza et le crime étaient bien plus liés.

Avec l'arrivée de près de 4 millions d'immigrés italiens aux États-Unis au début du XXe siècle, une spécialité culinaire est rapidement devenue l'une des plus répandues du pays : la pizza. Et en même temps qu'elle, une nouvelle manière de gérer les conflits est née : une solution née des codes de conduite des clans de la Sicile rurale, qui a fini par devenir la Cosa Nostra américaine, la mafia.

Avec les années, ces importations italiennes ont été révélées au grand jour, et surtout à l'occasion du procès de la « Pizza Connection » en 1987, quand le procureur en herbe Rudolph W. Giuliani (ensuite devenu maire de New York) a dévoilé un vaste complot criminel impliquant des douzaines de pizzerias dans tous le pays.

Utilisant les pizzerias comme couvertures, les patrons de la mafia sicilienne aux États-Unis sont parvenus à importer 750 kg d'héroïne (d'une valeur estimée à cette époque de 1,6 milliard de dollars, soit 1,4 milliard d'euros) entre 1975 et 1984. Le procès a duré pratiquement deux ans, et fut l'un des premiers à établir une limite claire et irréfutable entre la mafia sicilienne, qui transformait de la morphine turque à Palerme, et la famille Bonanno à New York, qui s'occupait de la distribution dans tous les États-Unis.

Antonio Nicaso est un expert du crime organisé et l'auteur de nombreux livres, notamment *Les mafieux : la culture de la pègre et le pouvoir des symboles, des rituels et des mythes*. J'ai échangé avec Antonio Nicaso sur le lien entre les pizzerias et le crime organisé, pour mieux comprendre comment des pizzerias modestes avaient pu être à l'origine d'un trafic de drogue à plusieurs milliards de dollars.

« Vous pouvez parvenir au même résultat avec n'importe quel autre type de restaurant, dit Antonio Nicaso, mais à cette époque, c'était plus facile d'acheter une pizzeria et de s'en servir pour vendre de l'héroïne par la porte de derrière. Il y avait des clients qui venaient pour les pizzas, d'autres pour l'héroïne. Et le clan Bonanno, qui se servait beaucoup de pizzerias pour écouler leurs stocks de drogues, était le clan le plus sicilien des Cinq familles, et de loin le plus violent ». 18.03.2016

Liens : <https://munchies.vice.com/fr/articles/droque-mafia-et-blanchiment-dargent-le-cote-obscur-de-la-pizza>

Un incroyable réseau de blanchiment de l'argent du cannabis démantelé

Faits divers - de Paris à Hong Kong.

Un incroyable réseau de blanchiment de l'argent du cannabis a été démantelé par la police à Paris. Dix-huit personnes sont mises en examen - des Indiens et des Français. Les malfaiteurs ont réussi à collecter environ 170 millions d'euros.

C'est ce qui s'appelle une belle prise. Des sociétés à Hong Kong, Tanger, Bangkok ou Dubaï, des négociants en or à Anvers ou Madras, un chef de réseau discret en Seine-Saint-Denis : les policiers ont démantelé un système «hors norme» de blanchiment de l'argent du cannabis en France. Pour le procureur de la République de Paris, François Molins, il s'agit d'un des réseaux les plus importants «jamais démantelés» en France, où le trafic de drogue représente un chiffre d'affaires annuel de 3 milliards d'euros. Le groupe collectait à lui seul 170 millions d'euros, selon la propre comptabilité très soigneusement tenue de ses animateurs. Au total, ce sont dix personnes, des Indiens et des Français, ont été mises en examen, interpellées les 8 et 10 mars par l'Office central de répression de la délinquance financière (OCRGDF) de la police judiciaire parisienne. Trois autres, dont un négociant en or d'Anvers, ont été cueillies en Belgique.

Tous sont soupçonnés d'avoir été les maillons d'un système particulièrement rodé entre le Maroc, l'Europe et l'Inde. Aussi sophistiqué dans son architecture qu'artisanal dans ses méthodes. Comment fonctionnait-il ? Mandaté par des trafiquants au Maroc, un «banquier», choisi après ce qui ressemblait à un appel d'offres, chargeait des «collecteurs» en France de rassembler l'argent du trafic. Parfois des petits délinquants, mais en général des personnes bien insérées dans la société.

L'or en poudre dans le café moulu

Les fonds étaient ensuite regroupés par de «grands collecteurs» avec des sommes parfois considérables à traiter. Comme en témoigne le cas de ce gérant de société d'ambulances qui, dans son local professionnel, faisait tourner jour et nuit une machine à compter les billets. Enfin, dernière étape, l'argent était alors remis à l'organisation dirigée par un Indien de 32 ans, installé en Seine-Saint-Denis, où il vivait en toute discrétion. Un profil bas qui contraste sans doute avec son patrimoine en Inde, où l'enquête devrait se poursuivre. En garde à vue, il a reconnu «avoir blanchi au moins 36 millions d'euros en espèces depuis 2010» et «fait transiter 200 kg d'or entre la Belgique et l'Inde», selon François Molins.

L'argent liquide était acheminé par la route ou par le train vers la Belgique où il était pour partie converti en or. De l'or et des numéraires expédiés vers Dubaï par des mules, parfois des étudiants qui une fois effectué le périple vers les Émirats revenaient le lundi assister à leurs cours. L'une de ces «mules» a assuré «avoir fait transiter 25 millions d'euros en numéraire en moins d'un an». Le transport se faisait par des moyens aussi simples qu'ingénieux. L'or pouvait ainsi être transformé en poudre mêlée à du café moulu. À Dubaï, l'argent liquide était transféré au Maroc tandis que l'or était envoyé en Inde pour être vendu sur le marché de l'or. Le prix de revient était au final partagé entre les «blanchisseurs» français et indiens et les «banquiers» marocains.

L'enquête Retrovirus

L'enquête des policiers parisiens a été baptisée «Retrovirus», en référence au dossier «Virus», une autre affaire de blanchiment du trafic de stupéfiants qui utilisait des fraudeurs fiscaux, notamment une élue écologiste parisienne, pour réinjecter l'argent du cannabis. Deux circuits de blanchiment parallèles. Le démantèlement de «Virus» en 2012 a conduit des trafiquants à se rabattre vers «Retrovirus». Un homme écroué apparaît d'ailleurs dans les deux dossiers. Le cannabis est de loin le stupéfiant le plus consommé en France. Aux yeux de François Molins, il est aussi «la première des menaces, car au-delà de ses effets sanitaires directs, il contribue à l'enclavement de certaines zones urbaines sous la coupe des trafiquants, déstructure les familles qui y vivent, alimente l'économie souterraine et génère violences et règlements de comptes».

Liens : <http://www.ladepeche.fr/article/2014/03/15/1840091-incroyable-reseau-blanchiment-argent-cannabis-demantele.html>

Un réseau hors norme de blanchiment international démantelé

PARIS (Reuters) - Un des plus importants réseaux internationaux de blanchiment de l'argent de la drogue entre la France, la Belgique, l'Inde et Dubaï a été démantelé les 8 et 10 mars, a annoncé jeudi le procureur de la République de Paris.

Pas moins de 170 millions d'euros ont été écoulés dans une période récente par une armée de porteurs de sacs d'espèces, de bijoux ou d'or agissant pour le compte d'un "banquier" marocain, a précisé François Molins lors d'une conférence de presse.

"C'est une affaire hors norme", a souligné le magistrat en rappelant que le trafic de cannabis représentait un marché de 3 milliards d'euros chaque année en France.

Treize personnes ont été interpellées en France et en Belgique lors de l'opération "Rétrovirus", qui fait suite à une autre du même type, baptisée "Virus", menée en octobre 2012 et qui blanchissait "l'argent sale" auprès de fraudeurs du fisc.

Cette dernière affaire a eu beaucoup d'écho car elle avait abouti à la mise en examen d'une dizaine de notables parisiens, dont une élue écologiste ayant profité de la filière pour contourner le fisc.

Cette fois, privés du réseau "Virus", les trafiquants marocains ont fait appel à une nouvelle filière dirigée en France par un ressortissant indien aussi discret qu'efficace.

"Au Maroc, il y a une bourse aux blanchisseurs et celui qui a le cours le plus bas remporte le marché", a expliqué le chef de l'Office central de répression de la délinquance financière (OCGRDF), Jean-Marc Souvira.

Des "collecteurs" se chargeaient de récupérer l'argent liquide provenant du trafic de cannabis dans les cités de la banlieue parisienne pour le remettre à un "collecteur en chef".

De l'or dans du café

"L'argent sale" était acheminé à Anvers, en Belgique, où un autre intermédiaire le changeait contre de l'or non poinçonné qui était ensuite transporté à Dubaï - parfois dans du café moulu -, où il était transformé en bijoux.

Des "cohortes d'intermédiaires indiens" portaient ensuite bagues, colliers et bracelets sur eux pour les rapatrier à flux continu à Madras, en Inde, via Hong-Kong ou la Malaisie.

Sur place, les bijoux étaient retransformés en lingots, une partie alimentant le marché noir en Inde, car les autorités ont décidé de taxer l'or pour en limiter l'importation et soutenir leur monnaie, a souligné le "patron" de l'OCGRDF.

Une autre partie de l'argent sale était acheminé en liquide à Dubaï et écoulé dans des bureaux de change contrôlés par des Marocains.

"Cette affaire met en exergue le rôle de Dubaï, qui devient de plus en plus une plaque tournante du blanchiment", a expliqué Jean-Marc Souvira.

Le chef indien du réseau de blanchisseurs, qui menait un train de vie modeste pour ne pas se faire remarquer, a été interpellé alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion pour Dubaï.

"Il a reconnu avoir écoulé pas moins de 35 millions d'euros en un an", a dit François Molins.

Les policiers ont dû faire preuve de patience pour démanteler le réseau en raison des précautions prises par les intermédiaires, qui changeaient de puce de téléphone après chaque appel.

Liens : <http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/un-reseau-hors-norme-de-blanchiment-international-demantele-917585#>

C'est la crise, sauf pour les mafias

Pourquoi le crime organisé prend une part grandissante dans les échanges commerciaux et financiers mondiaux et pèse de plus en plus dans la vie politique de nombreux pays.

Les Mexicains ont célébré le mois dernier, une victoire contre la mafia de la drogue. L'arrestation de Miguel Angel Treviño Morales, le chef du cartel de la drogue de Zeta est une grande nouvelle. Treviño, alias Z-40, s'est fait connaître comme un des gangsters les plus brutaux d'un pays hélas habitué à la violence. On ne peut qu'espérer que son séjour en prison mettra un terme, au moins, à la brutalité abjecte dont il était coutumier à l'égard de ses ennemis. (Il y a quelques temps de cela, on

avait appris qu'il avait envisagé d'abattre l'avion de l'ancien président Felipe Calderon.)

Mais l'arrestation de Z-40 mettra-t-elle un terme à la guerre des cartels de la drogue au Mexique? Les raisons d'en douter ne manquent pas. La demande de drogue des consommateurs américains en provenance de ces cartels demeure forte et jusqu'à ce que cette cause profonde ne soit réglée, ce commerce lucratif continuera de prospérer. Certains experts affirment ainsi que le principal bénéficiaire de la chute de Treviño sera certainement Joaquín Guzmán Loera («El Chapo»), le chef du cartel concurrent de Sinaloa, qui doit se réjouir de l'élimination de son plus dangereux concurrent.

«8% du commerce mondial»

Les spécialistes évaluent le volume du commerce global de la drogue à 350 milliards de dollars par an –ce qui est probablement une estimation basse. Le narcotrafic ne représente par ailleurs qu'une part relativement mineure de la criminalité dans le monde.

Selon le Forum Economique Mondial, «la circulation transfrontalière de l'argent en provenance des activités criminelles, de la corruption et de l'évasion fiscale est estimée à plus d'un milliard de milliards de dollars, les drogues interdites et les produits contrefaits représentant à eux seuls 8% du commerce mondial.»

Le crime organisé se trouve bien souvent derrière de nombreuses affaires qui font la une des journaux, quand bien même la connexion est rarement explicite. Alexander Navalny, ce chef de l'opposition russe qui vient d'être récemment reconnu coupable, à partir de preuves manifestement trafiquées, de détournement de fonds, s'est ainsi fait un nom en s'attaquant à la corruption qui gangrène à ce point la société russe actuelle qu'il est parfois difficile de savoir où s'arrêtent les actions du gouvernement et où commencent les agissements de la pègre. Les responsables de la sécurité de l'Union européenne ont récemment averti les autorités que le crime organisé profite de la crise financière qui secoue la zone Euro en mettant la main sur les marchés noirs de biens et de services.

Dans le même temps, la prééminence croissante d'Internet dans l'économie globale fait craindre une montée en puissance de la cybercriminalité organisée.

Les gangsters opèrent dans toutes sortes d'endroits inattendus. Des syndicats du crime sont impliqués dans des domaines aussi variés que le braconnage d'espèces protégées ou la contrefaçon de médicaments ou de produits manufacturés. L'accroissement perpétuel de l'éventail de leurs activités atteste la capacité des criminels à exploiter les possibilités offertes par les interconnexions globales en plein essor. Voyez par exemple le début d'un article récent consacré à un raid international organisé par Interpol: «Plus de 6000 personnes à travers le monde ont été arrêtées dans un vaste coup de filet de deux mois contre la contrefaçon qui a permis de mettre la main sur de faux champings en Chine, des cigarettes de contrebande en Turquie et de l'alcool frelaté au Brésil pour une valeur de plusieurs dizaines de millions de dollars.» les enquêteurs ont ainsi découvert une usine souterraine en Ukraine, qui fabriquait des cigarettes contrefaites et un atelier au Pérou qui poinçonnait de fausses plaques sur des moteurs fabriqués en Chine.

Corruption, flux financiers illégaux et blanchiment

Les membres du crime organisé profitent de l'instabilité politique. En Syrie, les mêmes groupes criminels qui prospéraient grâce à leurs liens avec le gouvernement de Bachar el-Assad se sont, depuis le début de la guerre civile, reconvertis en *shabihas*, ces groupes paramilitaires redoutés qui effectuent le sale boulot du régime sur le terrain. Ils ne sont pas les seuls. (Pendant l'Occupation, en France, la gestapo française a beaucoup recruté dans la pègre, NdT). «Les liens entre les groupes

d'insurgés et le crime organisé sont depuis longtemps une des caractéristiques des guerres civiles», fait ainsi remarquer Asher Berman, un expert de l'Institute for the Study of War. «Les rebelles se tournent souvent vers les activités criminelles pour obtenir les armes et les fonds dont ils ont besoin pour poursuivre la lutte.»

En Syrie, les rebelles, en manque cruel d'argent, ont de plus en plus recours à des méthodes que ne renieraient pas la mafia, du vol de voitures au pillage d'antiquités. On a rapporté des cas de mise sous coupe réglée de quartiers entiers -le célèbre «impôt révolutionnaire» dont nous avons déjà entendu parler à maintes reprises par le passé- et les enlèvements contre rançon commencent à se multiplier.

Mais comme d'habitude, ce que nous voyons n'est que la proverbiale partie émergée de l'iceberg. Les criminels, par définition préfèrent éviter la lumière du jour et les dimensions du réel problème posé par la mafia demeurent obscures. Ce représentant du Vatican arrêté au mois de juin et accusé d'avoir blanchi de l'argent sale travaillait-il pour son propre compte et quelques amis plus riches ou faisait-il partie d'un mouvement bien plus large de corruption institutionnalisée au sein de la banque du Saint Siège?

Cette descente récente de la police à New Dehli qui a permis de saisir de nombreuses armes vendues illégalement était-elle un coup porté à des terroristes ou à des bandits? Ce témoin, qui est mort juste avant de témoigner dans le procès de Whitey Bulger, aux Etats-Unis, est-il réellement mort de mort naturelle? Comment expliquer que les Chinois aient donné l'asile pendant près de 17 ans une des chefs les plus importants des triades de Taïwan avant de décider soudainement de le livrer aux autorités de Taipei au début du mois de juillet 2013? Dans la plupart des cas ici relatés, nous ne connaissons jamais le fin mot de l'histoire.

Trois risques pour la démocratie et l'économie

Mais il y a tout de même quelques points dont nous pouvons être sûrs:

Le premier, c'est que le crime organisé sur le cyberspace est en train de devenir un problème majeur et un problème d'autant plus difficile à combattre en raison du caractère informe d'Internet. Les preuves s'accumulent qui démontrent que de nombreux hackers de primes (appelons-les comme ça) proposent leurs services à des gouvernements comme à des organisations criminelles. Mais la difficulté à identifier les coupables ne doit pas nous masquer l'étendue des menaces. Un rapport publié cette semaine par une organisation financière mondiale faisait remarquer que la moitié des échanges sécurisés d'argent ont été attaqués par des hackers l'an dernier. Cela signifie que les criminels de la toile sont potentiellement en position de déstabiliser le système financier mondial – sans parler des pertes qu'ils pourraient occasionner à un nombre incalculable d'individus et de compagnies que provoque déjà une cybercriminalité en pleine expansion.

Deuxièmement, les flux financiers illicites constituent une partie importante du problème. Le plus gros problème des criminels de grande envergure est de blanchir leurs gains mal acquis et on ne compte déjà plus le nombre énorme d'avocats, de comptables et de paradis fiscaux opérant en toute légalité trop heureux de leur faciliter la tâche. Ecartons pour l'instant les disputes théoriques autour des avantages et des inconvénients des juridictions discrétionnaires et faisons simplement remarquer que le système actuel, qui permet aux criminels de mouvoir leurs capitaux presque sans effort sur la surface du globe sans la moindre surveillance, nous mène tout droit au désastre si rien n'est entrepris. Un autre rapport récent coédité par Global Financial Integrity et l'African Development Bank affirme que l'Afrique à elle seule aurait été dépouillée d'une somme évaluée à 1,4 milliards de milliards de dollars par le simple jeu des flux financiers illicites. Il est clair que l'existence d'un système qui permet la

subsistance d'un «système financier opaque» à cette échelle n'est bon pour personne – pays développés ou en cours de développement.

Troisièmement, les syndicats mondiaux du crime organisé sont les ennemis de la bonne gouvernance. La démocratie est rarement florissante quand les politiciens entretiennent des liaisons dangereuses avec les forces obscures de la mafia. C'est précisément cela qui a récemment provoqué une vague de manifestations en Bulgarie, où les manifestants sont descendus dans la rue après avoir appris qu'un jeune homme d'affaire manifestement lié à la mafia venait d'être nommé responsable de la sécurité au sein du gouvernement. De telles inquiétudes ne sont pas limitées à l'Europe de l'Est. Les vagues de manifestations qui ont récemment embrasé la Turquie ou le Brésil tendent à montrer que les citoyens s'inquiètent de plus en plus de la corruption galopante des gouvernements et du manque de transparence qui lui permet de prospérer. Pour ce que j'en vois, je pense qu'ils ont de bonnes raisons d'être inquiets

Liens : <http://www.slate.fr/story/75808/la-crise-sauf-pour-les-mafias>

L'implication avérée des fabricants de tabac dans la contrebande

L'industrie du tabac dénonce officiellement la contrebande mais elle en est directement à l'origine.

Les documents internes des fabricants de tabac, rendus publics par décision de justice, ont révélé que les fabricants de tabac organisent les réseaux de contrebande dans différents pays et régions du monde (Canada, Colombie, Chine, Asie du Sud Est, Europe, Moyen Orient, Afrique, etc) en considérant cette contrebande comme partie intégrante de leurs activités afin d'accroître leurs profits.

Un responsable de BAT (le fabricant des Lucky Strike) de 1989 déclarait ainsi, dans une lettre, à ses associés à Taïwan : « *Nos progressions résultent essentiellement des importations illégales de nos marques en provenance de Hong Kong, Singapour, le Japon, etc, pour lesquelles aucun droit n'a été payé.* »

En 1999, Leslie Thomson, directeur d'une filiale de RJR (le fabricant des Camel), a été condamné aux Etats-Unis et en février 2000 au Canada pour avoir organisé la contrebande entre les deux pays.

Enfin, après deux années d'enquête par l'Office Européen de Lutte Anti-Fraude (OLAF), la Commission européenne, suivie par d'autres Etats membres, porte plainte le 6 novembre 2000 aux Etats-Unis contre Philip Morris, RJR et Japan Tobacco International pour « blanchiment d'argent » et « crime organisé ». Les cigarettiers ont préféré passer une transaction avec la Commission européenne pour éviter un procès.

Les accords signés en 2004, 2007 et 2010, entre l'Union européenne et les 4 majors portent sur près de 2 milliards de dollars au total pour lutter contre le commerce illicite de tabac. Il est important de noter que ce qui était initialement une transaction, destinée à éviter un procès et une condamnation retentissante des fabricants impliqués dans la contrebande, s'est transformé en un partenariat noué avec une institution prestigieuse.

De nombreux autres exemples illustrent cette implication des fabricants de tabac et leurs responsabilités dans ce marché noir.

Un article de Lyon Capital fait notamment état d'une enquête menée en 2009 par le Consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ), intitulée « Tobacco Underground » qui présente quelques illustrations de l'implication des majors du tabac en Ukraine ou encore en Pologne dans la contrebande.

« On y découvre notamment qu'en Ukraine la production de cigarettes a augmenté de 30 % entre 2003 et 2008. En 2008, 30 milliards de cigarettes étaient ainsi produites en trop, compte tenu de la consommation nationale, par les compagnies. Ces cigarettes étaient alors "perdues" volontairement par les industriels, pour alimenter le marché noir de l'Union européenne. »

Il en est de même pour la Pologne, où la production de cigarettes a augmenté depuis 2003, alors que les ventes de cigarettes étaient en baisse.

Par ailleurs, les journalistes démontrent comment les cigarettiers ont complexifié le phénomène de contrebande et sont amenés à créer des cigarettes spécialement destinées au marché illégal. Ces cigarettes s'appellent les « cheap whites » ou « illicit whites ».

« Contrefaçon en Chine, mafia à Chypre ou au Monténégro, cartels de drogue au Panama, la contrebande s'est internationalisée et confondue. Dans les paradis fiscaux, des compagnies de tabac émergent et produisent des cigarettes en toute légalité, mais seulement destinées au marché illégal. Ce sont les illegal whites. Ainsi, la marque Jin Ling, appartenant à la Baltic Tobacco Company, produit des cigarettes dans la zone détaxée de Kaliningrad, en Russie, destinées au marché noir européen. En parallèle, l'industrie du tabac garde toujours un pied dans le marché noir mondial, et ferme souvent les yeux sur les "pertes" de cigarettes sur tous les continents. »

Une enquête de Médiapart, réalisée par les mêmes journalistes, mentionne également la présence de Philip Morris au Monténégro qui jouerait un rôle dans la contrebande sur le marché européen.

« Selon la police européenne, qui a enquêté sur le crime organisé au Monténégro entre 2010 et 2012, des millions de cigarettes transitent chaque année illégalement du Monténégro vers la Grèce. Une fois arrivées dans l'Union européenne, ces cigarettes sont destinées au marché noir. Si les quantités saisies restent inférieures au réseau mafieux des années 1990 – la « Monténégro Connection » -, le schéma semble se reproduire, sous les yeux de Philip Morris, installé au Monténégro depuis 2007. »

En Syrie et au Moyen-Orient, l'Office européen de lutte antifraude (Olaf) mène actuellement une investigation contre Japan Tobacco International, soupçonné de contrebande

Liens : <http://www.cnct.fr/marche-noir-68/l-implication-averee-des-fabricants-de-tabac-dans-la-contrebande-1-12.html>

Criminalité - Wachovia, la banque qui aimait (trop) l'argent sale

De 2004 à 2007, la banque américaine Wachovia a blanchi 378 milliards de dollars pour le compte de cartels mexicains. En ignorant délibérément les multiples alertes lancées par l'un de ses salariés.

Le 10 avril 2006 au coucher du soleil, un DC-9 atterrit à Ciudad del Carmen, ville portuaire du golfe du Mexique. Les soldats mexicains qui l'attendaient trouvent à son bord 5,7 tonnes de cocaïne – il y en a, à l'époque, pour 100 millions de dollars. Mais la reconstitution des circonstances de l'achat de l'appareil par le cartel de Sinaola va déboucher sur une découverte bien plus importante.

Au terme d'une enquête de vingt-deux mois menée par la Drug Enforcement Agency [agence américaine chargée de faire appliquer la loi sur les stupéfiants], l'Internal Revenue Service [le fisc américain] et d'autres agences fédérales, il apparaît que les

trafiquants ont payé l'avion avec de l'argent blanchi par l'une des plus grosses banques américaines, Wachovia – qui sera rachetée en 2008 par le groupe Wells Fargo. Les enquêteurs mettent au jour des versements de plusieurs milliards de dollars, sous forme de virements, de chèques de voyage et de liquidités sur des comptes de Wachovia par des casas de cambio (CDC), des bureaux de change mexicains. Fait extrêmement significatif, le début de ces opérations remonte à 2004, période où s'est amorcée à la frontière américano-mexicaine l'escalade de la violence qui a engendré les actuelles guerres de la drogue.

Des procédures criminelles sont ouvertes contre la banque – sans viser personne en particulier –, mais l'affaire ne passe jamais en jugement. En mars 2010, Wachovia règle par une transaction “à l'amiable” la plus grosse action jamais intentée dans le cadre de la loi américaine sur le secret bancaire : la banque verse 110 millions de dollars aux autorités fédérales, devant le tribunal du district de Miami, pour avoir hébergé des transactions liées au trafic de stupéfiants, et une amende de 50 millions de dollars pour n'avoir pas contrôlé l'argent utilisé pour financer le transport de 22 tonnes de cocaïne.

Plus choquant et plus important, la banque a été sanctionnée pour avoir omis de mettre en place [du 1er mai 2004 au 31 mai 2007] des mesures antiblanchiment appropriées pour des transferts totalisant 378,4 milliards de dollars (une somme - équivalente au tiers du PIB mexicain), effectués sur des comptes en dollars à partir de prétendues casas de cambio avec lesquelles la banque travaillait. “Le mépris flagrant de Wachovia à l'égard de nos réglementations bancaires a quasiment donné carte blanche aux cartels internationaux de la cocaïne pour financer leurs opérations”, a déclaré Jeffrey Sloman, le procureur fédéral. Pourtant, le total des pénalités ne représente même pas 2 % des 12,3 milliards de dollars de bénéfices réalisés par la banque en 2009.

Cette affaire illustre le rôle du secteur bancaire légal dans le blanchiment de centaines de milliards de dollars issus du meurtrier trafic de la drogue, au Mexique et ailleurs – un secteur bancaire que les contribuables ont été contraints de renflouer [après la crise financière de 2008].

The Observer s'est procuré des documents transmis, bien avant l'ouverture de l'enquête officielle, aux autorités de réglementation financière. Ils démontrent que Wachovia avait été très tôt mise en garde par un de ses employés londoniens, Martin Woods, l'un des plus remarquables lanceurs d'alerte [whistleblower] de notre temps. Au cours d'une série d'entretiens avec The Observer, Martin Woods a détaillé la manière dont Wachovia s'est retrouvée au cœur de l'une des plus grosses affaires de blanchiment d'argent sale au monde. Originaire de Liverpool, Martin Woods, qui a aujourd'hui passé la quarantaine, avait été embauché par la branche londonienne de Wachovia en février 2005 comme l'un des responsables du service antiblanchiment. Il avait auparavant servi dans la brigade des stupéfiants de la police britannique. Au sein de la National Crime Squad, il avait notamment enquêté sur les ramifications britanniques du scandale de blanchiment d'argent par la Bank of New York à la fin des années 1990.

Aujourd'hui encore, Woods s'exprime comme un officier de police – au meilleur sens du terme : rigoureux, précis, avec un humour malicieux et une haute tenue morale. C'était une recrue idéale pour une banque désireuse de mener une politique efficace de gestion du risque et de lutte contre le blanchiment de l'argent sale.

Woods a l'œil exercé et l'instinct d'un officier de police – pas ceux d'un banquier. Cela a influencé sa méthode, mais aussi sa mentalité. “Je pense qu'il y a des tas de choses plus importantes que l'argent et cela vous met à part dans la culture qui semble

prévaloir dans de nombreuses banques du monde”, observe-t-il. Sa spécialité était d’appliquer la technique policière du “connaissez votre client” (CVC). “CVC, souligne-t-il, est une approche fondamentale dans la lutte contre le blanchiment, l’évasion fiscale et le financement du terrorisme. Qui sont vos clients ? Les renseignements fournis sont-ils exacts ? Une activité bancaire correcte et responsable a toujours été tributaire de la connaissance ses clients, et ce principe est encore valable aujourd’hui.”

La première chose que remarque Woods à Wachovia est que l’information CVC est déficiente. Et parmi les premiers rapports adressés à ses supérieurs au siège de la banque situé à Charlotte, en Caroline du Nord, figurent plusieurs observations concernant l’insuffisance des renseignements CVC recueillis par la filiale londonienne de Wachovia, insuffisance à laquelle il entreprend de remédier. Parallèlement, il met en œuvre un programme de surveillance renforcée des transactions consistant à rassembler des informations supplémentaires sur les clients dont l’argent, en livres sterling ou en euros, transite par les services londoniens de la banque. Dès août 2006, Woods identifie plusieurs transactions suspectes en provenance de clients liés aux casas de cambio. Le b.a.-ba du métier Ces opérations concernent principalement des dépôts de chèques de voyage libellés en euros. Ces titres comportent des numéros qui se suivent, représentent des sommes bien supérieures à ce dont un voyageur normal peut avoir besoin, comportent des informations CVC vagues ou inexistantes et portent des signatures douteuses. “C’est le b.a.-ba du métier, explique Woods. Des questions évidentes restaient sans réponse : la transaction est-elle réelle, ou semble-t-elle artificielle ? Le chèque de voyage répond-il au protocole ? Avons-nous tous les renseignements et, dans le cas contraire, pourquoi ?”

Woods fait part de ses doutes au responsable antiblanchiment de Wachovia pour les activités de correspondant bancaire, qui estime que les chèques dissimulent peut-être une fraude fiscale. Woods se lance alors dans ce que le monde bancaire appelle une “rétrospective”, passant au peigne fin les précédentes transactions, et, au terme de ses recherches, il transmet plusieurs rapports faisant état d’activités suspectes aux autorités britanniques et à ses supérieurs à Charlotte. Dans ce cadre, il recommande le gel des opérations de plusieurs parties nommément désignées et le blocage de longues séries de chèques de voyage en provenance du Mexique. Au cours de l’année 2006, il établit toute une série de signalements d’activités suspectes, dont une cinquantaine concernent des casas de cambio. A sa grande stupéfaction, le bureau de Wachovia à Miami, qui supervise les opérations en Amérique latine, ne lui apporte aucun soutien – c’est le moins qu’on puisse dire.

Martin Woods a pourtant vu juste. A l’époque, la justice commence à s’intéresser de près aux activités de Wachovia au Mexique. La banque reçoit de nombreuses demandes d’information sur ses opérations dans ce pays. Woods apprendra plus tard que Wachovia avait reçu plus de 6 000 assignations. “C’est insensé, commente-t-il. A quel moment un haut responsable commence-t-il donc à réaliser que quelque chose ne tourne vraiment pas rond ?” En avril et mai 2007, sous la pression croissante dont elle fait l’objet de la part du ministère de la Justice, Wachovia commence à rompre ses liens avec certaines casas de cambio. Mais, au lieu de diligenter une enquête interne sur la base des alertes lancées par Woods, la banque met tout simplement sur la touche son propre expert antiblanchiment. Les documents montrent que, durant l’année 2007, Woods “a continué à adresser des signalements d’activités suspectes concernant les casas de cambio”.

En juillet 2007, les dix derniers bureaux de change mexicains qui continuaient à opérer par l'entremise de la branche londonienne de Wachovia cessent brusquement de le faire. Quelques mois plus tard, lorsque les médias financiers américains commencent à parler de l'enquête, la banque met fin à ses relations avec toutes les casas de cambio. La situation personnelle de Woods est devenue intenable. Le 16 juin, le responsable antiblanchiment de Wachovia lui signifie que son dernier rapport d'activités suspectes n'était pas nécessaire, qu'il n'avait aucun pouvoir juridique pour enquêter sur une affaire concernant l'étranger et qu'il n'avait aucun droit d'accès à des documents détenus à l'étranger, même s'ils étaient entre les mains de la banque. Woods traverse alors une période difficile. Il prend un congé maladie pour entrer à l'hôpital afin de se faire soigner un disque déplacé, mais la banque l'informe qu'il n'a pas fait sa demande dans les règles. Lorsqu'il reprend son travail en août 2007, après trois semaines d'absence, une lettre du responsable de la réglementation interne l'attend sur son bureau. Ce courrier énumère plusieurs "exemples spécifiques de [son] incapacité à accomplir [son] travail à un niveau acceptable". Au bord de la dépression, Woods est mis en arrêt maladie par son médecin ; par la suite il suit un traitement psychiatrique, s'inscrit à un programme de gestion du stress et doit prendre des médicaments. Fin 2007, Martin Woods est invité à une réception organisée par Scotland Yard en l'honneur de collègues américains. A cette occasion, il rencontre un représentant de la Drug Enforcement Agency et discute avec lui des casas de cambio, de ses rapports d'activités suspectes et de la réaction de ses employeurs. A la suite de cette rencontre, des responsables de la Réserve fédérale et d'autres autorités de surveillance financière se mettent à éplucher les rapports que Woods avait adressés à sa hiérarchie, à Charlotte. "Ils m'ont recontacté peu de temps après et nous avons alors commencé à rassembler les pièces du puzzle", se souvient-il.

Le texte de l'accord de règlement amiable passé entre Wachovia et le tribunal du district de Miami en mars 2010 donne un aperçu saisissant de la façon dont fonctionne le blanchiment de l'argent de la drogue. Mais il souligne aussi la "coopération considérable [de la banque] et les mesures énergiques qu'elle a prises pour remédier à la situation" après son rachat par Wells Fargo. "Au vu des mesures prises par Wachovia, conclut le procureur, les Etats-Unis recommanderont à la cour [...] que les poursuites engagées contre Wachovia en fonction des informations établies [...] soient reportées de douze mois." Ce sursis est une forme de mise à l'épreuve à l'issue de laquelle, si la banque se conforme à la loi pendant un an, les poursuites seront abandonnées. C'est ainsi que, en mars dernier, Wachovia a retrouvé sa virginité.

Le cliquetis des menottes

A l'époque où le procureur est saisi du dossier, Martin Woods est tenu à l'écart et abandonné à son propre sort. A la veille de Noël 2008, ses avocats assignent - Wachovia pour harcèlement et comportement préjudiciable envers un whistleblower. En mai 2009, alors que Woods a le sentiment d'être "la personne la plus toxique de la banque", un accord est trouvé : Wachovia accepte de lui verser de l'argent en contrepartie de son départ de la banque. La justesse de sa démarche sera enfin formellement reconnue, non pas par Wachovia, mais par le contrôleur de la monnaie John Dugan [l'un des responsables américains de la réglementation bancaire]. "Je vous écris personnellement pour vous exprimer ma gratitude pour le rôle que vous avez joué dans les actions engagées contre la banque Wachovia en raison de ses violations de la réglementation relative au secret bancaire [...]", déclare-t-il dans une lettre datée du 19 mars 2010 – soit trois jours après la conclusion de l'accord de Miami. "Non seulement les informations que vous avez fournies ont facilité nos investigations, mais vous avez fait preuve d'un grand courage et d'une grande

intégrité en dénonçant ces malversations. Sans les efforts de personnes telles que vous, des actions comme celle qui a été menée à l'encontre de Wachovia ne seraient pas possibles.”

Mais la transaction à l'amiable par laquelle Wachovia a mis fin aux poursuites engagées contre elle laisse à beaucoup – et en premier lieu à Woods lui-même – un arrière-goût amer. Robert Mazur est l'un des principaux responsables de la formation des agents chargés de lutter contre le blanchiment. Cet ancien agent des Douanes a réussi, à la fin des années 1980, à infiltrer la banque BCCI et à prouver son implication dans le blanchiment de l'argent de la drogue du cartel colombien de Medellín. Mazur, dont la société Chase & Associates travaille en lien étroit avec les services répressifs, a suivi de près l'affaire Wachovia. Selon lui, “la seule chose qui puisse rendre les banques plus vigilantes est la perspective d'entendre cliqueter les menottes dans la salle du conseil d'administration. Nombre de personnes chargées de l'application de la loi ont été déçues par la conclusion d'un règlement à l'amiable. Mais je sais que des circonstances extérieures ont joué en faveur de Wachovia, la moindre n'étant pas que le système bancaire américain était au bord de l'effondrement.”

“Je forme chaque année des milliers d'agents de lutte contre le blanchiment, poursuit Mazur. Et je leur dis : ‘Voyez grand. Les gros titres qui feront la une des journaux dans sept ans seront le résultat du travail que vous accomplissez aujourd'hui.’ Dans l'affaire de la BCCI, nous avons passé deux années à construire le dossier, deux années à accomplir un travail sous couverture, et encore deux années pour amener l'affaire devant les tribunaux. Si l'on veut faire quelque chose d'ambitieux, comme retracer l'origine de l'argent, c'est le temps qu'il faut prendre.

Pourtant, conclut-il, le système d'avancement des carrières dans ce secteur n'incite pas à chercher d'où vient l'argent. Les gens sont mutés tous les deux ou trois ans. La Drug Enforcement Agency s'intéresse plus au trafic de stupéfiants qu'au blanchiment de l'argent sale. Cela permet d'obtenir des résultats plus rapidement. Elle veut juste arrêter les trafiquants et saisir leurs biens. Mais c'est comme vouloir traiter une plante malade en coupant quelques rameaux – il en pousse aussitôt de nouveaux. Trouver d'où vient l'argent, c'est couper la plante à la racine – mais c'est plus difficile et ça prend plus de temps.” Selon Antonio Maria Costa, qui a dirigé l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (Unodc) de mai 2002 à août 2010, “la connexion entre le crime organisé et les institutions financières s'est établie entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, au moment où la mafia s'est mondialisée.”

Jusqu'alors, l'argent du crime circulait principalement sous forme de cash et les autorités procédaient régulièrement à une grosse saisie ou à des arrestations spectaculaires. A l'époque où Costa était directeur pour l'économie et la finance à la Commission européenne [de 1987 à 1992] des mesures ont été prises contre le blanchiment par les banques, et “l'argent du crime est sorti du système financier. C'est alors que plusieurs événements sont survenus : la crise financière en Russie, après l'émergence de la mafia russe, puis les crises de 2003 et de 2007-2008. Le secteur bancaire s'est alors trouvé à court de liquidités et les banques se sont elles-mêmes exposées aux syndicats du crime, qui détenaient du cash.” Dès 2009, Costa affirmait que “des prêts interbancaires [avaient été] financés par l'argent de la drogue. Tout [laissait] à penser que certaines banques avaient été sauvées de cette manière.”

Corruption à grande échelle

Antonio Maria Costa met en doute la volonté des gouvernements et des autorités de régulation de contrer cette corruption à grande échelle de l'économie mondiale : “Les responsables de la réglementation ont montré de quoi ils étaient capables quand le

problème est brusquement devenu celui du blanchiment d'argent par des organisations terroristes – là, d'un seul coup, ils sont devenus sérieux et ont changé d'attitude.”

“Les gens de Wachovia connaissaient mon CV, ils savaient qui j'étais, reprend Martin Woods. Mais ils ne voulaient pas savoir ce qui se passait. Wachovia est le plus grand scandale de blanchiment d'argent sale de notre époque. Et pourtant, personne n'est allé en prison. En quoi ce règlement amiable contribue-t-il à la lutte contre les cartels ? En rien. Il ne facilite pas le travail de la police et de la justice et il encourage les cartels et tous ceux qui veulent gagner beaucoup d'argent en blanchissant les dollars du crime. Où est le risque ? Il n'y en a aucun. Est-il de l'intérêt du peuple américain d'encourager ainsi les cartels et les banques ? De celui du peuple mexicain ? C'est simple : si vous ne voyez pas le rapport entre le blanchiment de l'argent sale et les 30 000 personnes tuées au Mexique, c'est que vous n'avez vraiment rien compris.”

Woods ne se repose pas sur ses lauriers. Le cabinet de consultants qu'il a créé, Hermes Forensic Solutions, expose aux banques les dangers qu'elles courent à blanchir de l'argent criminel et leur explique comment le repérer et le neutraliser. “New York et Londres, assure-t-il, sont devenus les deux plus grands centres mondiaux du blanchiment de l'argent du crime et de la drogue. Les plus grands paradis fiscaux du monde ne sont pas les îles Caïman, ni l'île de Man, ni Jersey. Le blanchiment à grande échelle s'effectue à la City de Londres et à Wall Street. Ce qui s'est passé à Wachovia, conclut-il, illustre l'échec de tout le système réglementaire. Il n'a pas su mettre en œuvre le type de bonne gouvernance et de gestion du risque qui aurait pu empêcher non seulement le blanchiment de l'argent du sang, mais aussi la crise financière mondiale.”

Liens :

<http://fr.viadeo.com/fr/groups/detaildiscussion/?containerId=0021kfkcgph8v8t&forumId=0021e79f12c4g2nd&action=messageDetail&messageId=0021vhu8br12tsd7>